

Penser en économiste, penser en sociologue

Billet publié par Denis Colombi sur son blog le 7 mars 2009

Flemmardant devant la télé, je zappais nonchalamment d'une chaîne à l'autre, pris dans cette quête moderne et désespérée d'un programme potable sur le petit écran – hors heures de diffusion de Futurama, les Simpsons, ou South Park, s'entend. Mon oeil et mon oreille s'arrêtaient conjointement sur une émission à connotation plus ou moins peoplisante – *55 minutes inside* ou *66 minutes*, je ne sais plus. Il y était question des célébrités qui épousent de grandes causes, s'indignent de la famine dans le monde ou chantent pour le Tiermondistan. La question centrale que posait la voix-off, reflétant sans doute la parole du journaliste à l'origine de ce sujet, était celle de la sincérité de cet engagement. Maugréant quelques paroles d'irritation, je zappais sans trop attendre : la question était simplement mauvaise. Si on pense comme un économiste ou comme un sociologue, tout du moins.

1. Le regard du sens commun : sont-ils sincères ?

La question que pose le journaliste se formule assez simplement : « les peuples sont-ils sincèrement soucieux du bien-être de la planète/des pauvres ou le font-ils pour avoir une bonne image ? ». On peut supposer que cette interrogation est celle qui va lui amener l'audience la plus importante ou intéresser le plus ses téléspectateurs – ou, du moins, il est probable que c'est ce que pensent journalistes et producteurs de l'émission. Il est sans doute possible d'y répondre ou du moins d'essayer de le faire : à titre personnel, j'ai craqué au moment où un pseudo-expert essayait de nous expliquer ça à l'aide de la pyramide des besoins de **Maslow**, trop générale pour expliquer quoique ce soit. Là n'est pas mon propos.

Le point important est de souligner que cette question n'a strictement aucun intérêt pour un économiste ou un sociologue, et, d'une façon plus générale, pour un scientifique. Pour un scientifique : parce qu'elle s'exprime en termes moraux et vise à produire un jugement en terme de bien ou mal. Or, ce jugement ne peut découler que d'un système de valeur – ici, qui met en jeu l'authenticité, la sincérité, etc. - lequel ne peut se démontrer scientifiquement. On pourrait en discuter philosophiquement – « la sincérité est-elle une vertu ? » ferait peut-être un très bon sujet de bac... - mais les scientifiques n'ont pas à traiter cette question. Pour un économiste ou un sociologue : parce que ceux-ci disposent, au travers des outils théoriques qui sont les leurs, d'un regard particulier, d'une façon de pensée qui est leur est propre qui leur font apparaître les choses différemment et les amènent à (se) poser des questions différentes, et beaucoup plus intéressantes. C'est ce que je vais essayer d'illustrer dans cette note.

2. Le regard de l'économiste : est-ce efficace ?

Pour un économiste, la question de la sincérité de la célébrité qui donne de son temps et de son argent à une grande cause – disons, la réduction de la pauvreté dans le monde – n'a pas plus

d'intérêt que de savoir si votre boucher est guidé par un véritable et authentique amour de la viande ou si votre brasseur éprouve un sentiment de fierté à s'inscrire dans une longue tradition de transformation du houblon – subtile référence à un passage célèbre d'Adam Smith que tout étudiant en économie a du lire au moins une fois dans sa vie :

« Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du marchand de bière et du boulanger, que nous attendons notre dîner, mais bien du soin qu'ils apportent à leurs intérêts. Nous ne nous adressons pas à leur humanité, mais à leur égoïsme » [1]

La seule question qui compte pour un économiste est de savoir si cela est efficace ou à quelles conditions cela l'est : si les célébrités sont guidées par des considérations purement égoïstes, cela n'a pas grande importance du moment que ces considérations constituent des *incitations* propres à leur faire remplir une fonction efficace. Cette question est proprement *économique* parce qu'il y a derrière un problème d'allocation : la charité des plus riches au travers de quelques associations permet-elle de récupérer des ressources et de les répartir de façon à réduire la pauvreté ? N'obtiendrait-on pas une meilleure allocation avec un système étatique ou un système purement marchand ?

Parvenir à poser cette question, ou à la formuler plus ou moins spontanément devant un problème donné, est moins simple qu'il n'y paraît. Cela demande d'avoir en tête un certain nombre de concepts et de mécanismes théoriques qui forment, à proprement parler, le regard de l'économiste – et qui sont l'essentiel de ce qu'une bonne formation en économie devrait transmettre. Dans le cas qui nous intéresse, il est par exemple important de raisonner en terme d'incitations, de coûts d'opportunité, d'allocation des ressources, d'efficace et d'efficience. C'est la maîtrise, et plus encore l'incorporation, de telles notions qui permet de reformuler la question d'une façon plus intéressante, et, plus largement qui oriente de façon presque « naturelle », puisque intériorisé, le regard vers cette question – sans, toutefois, remplacer tout autre regard : personne n'est « que » économiste, et le questionnement économiste n'empêche pas de se poser d'autres questions. On peut ici, pour le plaisir, cité un passage de notre livre de chevet à nous blogueurs :

« [La culture économique] repose sur la compréhension de quelques mécanismes simples. L'idée d'interdépendance par exemple : vendeur et acquéreur d'un bien ou d'un service dépendent mutuellement l'un de l'autre. Ou encore la notion d'équilibre général : ce qui se passe dans une partie de la société se répercute dans le reste de l'économie, il n'y a pas d'événement "isolé". Autre mécanisme fondamental : celui d'équilibre comptable. Les achats des uns représentent les ventes des autres. De ce fait, ce qui est bon pour moi (par exemple, une augmentation de mon salaire) n'est pas forcément bon pour l'économie dans son ensemble. Autre principe de base : s'il existe un moyen de s'enrichir aisément, il va attirer des gens jusqu'au point où il cessera d'être si attrayant. Au fond, tout raisonnement économique se ramène à ces quelques règles, appliqués à différents sujets, et seule leur acquisition est véritablement nécessaire pour former les citoyens au raisonnement économique » [2, p. 102]

On peut aussi penser aux dix règles de l'économie de Gregory Mankiw, même si celles-ci sont parfois contestables (particulièrement la règle 9, dont la formulation laisse entendre que ce sont les gouvernements qui créent la monnaie...) ou d'un niveau de généralité exagéré (la règle 7 est assez proche du truisme) :

Comment les gens prennent leurs décisions : 1. Les gens doivent faire des choix ; 2. Le coût d'un bien est ce à quoi on est prêt à renoncer pour l'obtenir ; 3. Les gens rationnels raisonnent à la marge ; 4. Les gens réagissent aux incitations ;

Comment les gens interagissent les uns avec les autres : 5. L'échange peut être profitable à tous ; 6. Les marchés constituent en général une organisation efficace de l'économie ; 7. Les gouvernements peuvent parfois améliorer les résultats de l'activité des marchés ;

Comment l'économie fonctionne globalement : 8. Le niveau de vie d'un pays dépend de sa capacité à produire des biens et des services ; 9. Les prix augmentent quand le gouvernement imprime de la monnaie ; 10. Il existe un compromis à court terme entre inflation et chômage [3]

Le regard de l'économiste a une autre spécificité : pour pouvoir se poser la question de savoir si l'action des célébrités est une bonne solution pour réduire la pauvreté, il faut considérer que cette réduction de la pauvreté est un résultat souhaitable. Aussi consensuel soit-il, il dépend entièrement de certaines valeurs. Évidemment, on peut essayer de montrer que la réduction des inégalités ou de la pauvreté (deux formulations qui ne recouvrent pas, d'ailleurs, exactement les mêmes choses) est favorable au bien-être du plus grand nombre, y compris de ceux qui ne sont pas pauvres : réduction de la délinquance, simplification des relations, stabilité sociale, ontologique, etc. Mais il faudra toujours considérer que, par exemple, la paix ou le bien-être du plus grand nombre est souhaitable. Et cela ne peut se démontrer dans le cadre de l'économie, ni même dans un cadre scientifique. De même, l'économie ne peut trancher seule dans les solutions possibles. Si on estime, par exemple, que l'augmentation de la production est un objectif souhaitable, on peut très bien y arriver en réduisant une partie de l'humanité en esclavage : le refus de cette solution sort du champ strict de l'économie.

Ce point a tendance à être oublié parce que, contrairement à ce que l'on peut lire parfois, les économistes se rapportent toujours à des valeurs extrêmement consensuelles, qui sont rarement interrogées et discutées dans nos sociétés. Qui peut bien être contre la réduction de la pauvreté ? Mais il n'en reste pas moins que l'économie est en quelque sorte « encadrée » par des questions de valeurs, par des considérations que l'on dit « *normatives* », c'est-à-dire qui définissent (ou cherchent à définir) ce qui est souhaitable, ce qui doit être. Elle met ses outils et ses théories, qui permettent d'aborder et de comprendre ce qui est, et sont donc dites « *positives* » aux services de ces principes d'équité qui lui sont extérieur. C'est ce que dit très bien Pierre-Noël Giraud dans son dernier ouvrage, dont on reparlera très bientôt par ici :

« L'économie ne peut être normative, c'est-à-dire porter des jugements sur le caractère "favorable" ou pas de certaines évolutions ou sur le caractère "souhaitable" ou pas de certaines politiques, que si elle s'est donné au préalable un système de normes d'équité qui sont fondamentalement des normes d'équité et ne sont pas de nature économique. Il est en effet impossible de définir "l'intérêt général" de l'intérieur de l'analyse économique » [4, p. 57]

« L'économie se contente d'examiner les moyens les plus efficaces d'atteindre un objectif fixé à partir de normes d'équité » [4, p. 141]

Certains en tirent comme conclusion que l'économie est nécessairement politique, et qu'elle ne peut donc être idéologique – et suit la valse des critiques de « libéralisme » et autres... C'est une grave erreur : si l'économie peut, et doit pour être utile socialement, se mettre au service de valeurs, la réduire à celles-ci revient simplement à se priver de tous ses apports. Les concepts qu'elle propose et les mécanismes qu'elle met à jour peuvent servir des valeurs absolument différentes : on pourra les utiliser aussi bien pour maximiser la production d'une entreprise aux dépens de ses salariés que pour concevoir des protections à l'intention de ces derniers. Et, dans tous les cas, parvenir à la réalisation d'une proposition normative demande de tenir compte des contraintes du monde « réel » que l'économie peut justement permettre de mieux comprendre. Ainsi, les économistes sont très présents dans la réflexion sur le réchauffement climatique et l'environnement, parce qu'ils disposent d'outils pour juger et discuter de l'efficacité des différentes solutions.

3. Le regard du sociologue : pourquoi eux ?

Le regard du sociologue est d'une nature bien différente de celui de l'économiste. Si le sociologue peut mettre son savoir au service de valeurs et d'un projet politique, la caractéristique de la sociologie est de pouvoir se penser (et donc de travailler comme) détachée, au moins momentanément de ces valeurs. Si la sociologie ne mériterait pas une heure de peine si elle n'était que spéculative, il n'en reste pas moins qu'elle peut être organisée autour de deux pôles : un pôle expérimental, qui se soucie seulement de la production de savoirs exacts sur la société, un pôle social, qui met théories et outils d'enquête au service de certaines valeurs [5]. Les deux pôles se nourrissent mutuellement, le pôle expérimental enrichissant la « boîte à outil » du sociologue social, le pôle social pouvant introduire de nouvelles problématiques, de nouveaux questionnements dans le champ d'investigation du sociologue expérimental.

C'est l'existence de ce pôle proprement expérimental, poursuivant un objectif général de connaissance, qui peut refuser les appels des valeurs, qui fait le propre de la sociologie : il inspire, de façon générale, l'ensemble des attitudes du sociologue. En effet, le regard sociologique va se caractériser par un refus du jugement moral, quelque soit sa nature, et une volonté de comprendre. N'oublions pas que Durkheim, alors qu'il écrivait la phrase qui donne son titre à mon blog, écrivait également :

« Quiconque entreprend d'étudier la morale du dehors et comme une réalité extérieure paraît à ces délicats dénué de sens moral, comme le vivisectionniste semble au vulgaire dénué de sensibilité commune » [6]

Si la sociologie dépend de valeurs, celles-ci ne peuvent que celles du champ scientifique, c'est-à-dire le seul souci de la recherche de la vérité [7]. Dans l'exemple des peuples et de leurs engagements éthiques, le sociologue n'est pas là pour dire si cela est bien ou mal, que ce soit en s'appuyant sur la sincérité ou sur l'efficacité de ces pratiques, mais va simplement chercher à expliquer pourquoi. Passer du jugement au questionnement est le premier pas vers la sociologie. Raymond Aron l'exprimait de façon légèrement différente dans un passage qui, il y a quelques années, marquant le début de mon engagement dans la sociologie :

« Nous vivons dans une société et il existe d'autres sociétés. Un certain ordre politique ou religieux nous est évident ou sacré, et il y a d'autres ordres. Il est possible de réagir à cette découverte par l'affirmation agressive ou anxieuse de la validité de notre ordre et la dévalorisation simultanée de l'ordre des autres. La sociologie commence avec la reconnaissance de cette diversité et avec la volonté de la comprendre, ce qui n'implique pas que toutes les modalités soient au même niveau de valeur, mais qu'elles soient toutes intelligibles, parce que exprimant la même nature humaine et sociale » [8]

Notons bien que la sociologie ne consiste pas à un renoncement définitif au jugement mais se pose comme un moment de levée de ce jugement, étant donnée que tout comportement humain est nécessairement intelligible, compréhensible, à qui veut bien faire l'effort de le comprendre. Comme je l'ai dit pour le regard de l'économiste, toute personne occupe une multiplicité de rôle, et peut donc mettre en oeuvre une multiplicité de regards. Voir le monde à *un moment donné* comme un sociologue ou un économiste n'interdit pas de le voir, à d'autres moment, d'une façon différente – en tant que citoyen, que consommateur, etc. - à un autre moment, même si cela se fera nécessairement de façon enrichi par le détour sociologique ou économique.

Ainsi, sur une autre débat, celui des émeutes de novembre 2005, Didier Lapeyronnie souligne les limites du regard « moral » du sens commun, qui en vient à nier purement et simplement toute possibilité d'expliquer le phénomène émeutier, et, partant, se prive de la capacité d'en comprendre le sens et la portée et donc d'y apporter une réponse un tant soit peu satisfaisante.

« On comprend alors comment toute explication sociale de son comportement [au pauvre] revient à le conforter dans son "immoralisme" en lui fournissant des "excuses" et des "justifications". Expliquer les conduites socialement serait supposer pouvoir les améliorer en changeant la société. Or "le mal est dans la nature" et la "corruption de l'âme" ne découle pas de la "corruption de la société", bien au contraire, c'est le défaut de culture et la promotion de l'être brut qui corrompent la société » [9, 521-522]

Ceci nous amène naturellement au deuxième volet du regard sociologique : expliquer les conduites socialement, ce qui revient, plus largement, à réinscrire le fil d'une vie humaine dans un cadre plus large qui est celui de la société. Ainsi que le dit Charles Wright Mill, « l'imagination sociologique permet de saisir histoire et biographie, et les rapports qu'elles entretiennent à l'intérieur de la société » [10]. Là encore, il y a besoin de théories, de concepts, d'une tournure d'esprit particulière qui dépend des schèmes de compréhension légués par la tradition sociologique et qui tournent le regard vers certaines questions. Dans le cas de nos célébrités, la question qui se pose est alors de savoir pourquoi ce sont elles – les célébrités, et plus précisément encore quelles célébrités (pourquoi celles du cinéma, de la chanson et du sport) – qui adoptent telles activités, ainsi que quelles sont les conséquences de ces activités « charitables », qu'est-ce qu'elles construisent et quelles sont leurs conséquences, s'il y en a, sur l'ensemble de l'organisation sociale. L'ensemble des questions que pose le sociologue est très bien résumé par Peter L. Berger :

« Les questions du sociologue sont presque toujours les mêmes : "que font ces gens les uns avec les autres ?", "quelles relations entretiennent-ils ?", "comment ces relations s'organisent-elles en institution ?", "quelles sont les idées collectives qui font bouger les gens et les institutions ?". En cherchant réponse à ces questions dans des cas particuliers, le sociologue sera amené, bien sûr, à traiter de questions économiques ou politiques, mais il le fera de manière assez différente de celle de l'économiste ou du politologue. C'est la même scène humaine qu'il contemple et que ces autres scientifiques considèrent. Mais le sociologue a un angle de vision différent » [11]

La question des célébrités s'engageant pour de grandes causes soulèvent du point de vue sociologique beaucoup de questions passionnantes. A commencer par les transformations des modes de légitimité et de légitimation dans nos sociétés. Pendant longtemps, la charité aux pauvres, l'aide aux nécessiteux, étaient le fait, essentiellement, des nobles ou de la grande bourgeoisie. Sans que cette dernière ait cessé ce genre d'activité, même si elle y participe de façon un peu plus discrète, le relais a été en partie passé à d'autres « grands » : ceux de l'audiovisuel et du sport. C'est ce statut qui leur donne ce pouvoir, un statut qui s'appuie sur une légitimité de type charismatique au sens weberien, avec toutes les inégalités qui peuvent se rattacher à la production et à la révélation de ce charisme (voir, par exemple, un intéressant article de Thomas Morinère sur les aspirants chanteurs de variété [12]). On peut, partant de là, s'interroger sur les causes et les conséquences d'un tel changement, sur ce que cela révèle de notre société en le considérant, comme le dit Michael Schawlb [13, p. 42-46], comme un « indice » (« *indexes* » en V.O.).

« Imagine, for example, an unpaved road in an area where many people live. The road is an index. It points to the poverty and powerlessness of the people who live nearby. That is an interpretation, of course ; we would want to check to see if it was true » [13, p. 42]

La dernière phrase est importante : une fois que le regard sociologique nous a permis de poser une question et d'y proposer un essai un de réponse, l'interprétation d'un fait par exemple, il est nécessaire d'aller plus loin et d'en vérifier la pertinence empirique. Il faut prouver ce que l'on avance, et c'est cette volonté qui fait de la sociologie une science. C'est ce que font les sociologues au travers de leurs enquêtes et suivant un éventail assez large de méthode – du traitement statistique à l'immersion plus ou moins longues dans un groupe ou un milieu donné. Et c'est ce que nous pouvons tous faire en nous référant à leurs travaux lorsque cela est nécessaire. Cela est tout autant vrai pour l'économie.

4. « Penser comme... » : un objectif pédagogique

Pour conclure, je voudrais préciser que cette note m'a été largement inspiré par ma profession. Dans mes activités d'enseignant, mon objectif principal est d'amener mes élèves à « penser comme » un économiste ou un sociologue. Je dis bien « objectif principal » : je m'inquiète aussi de les informer autant que faire se peut sur toutes sortes de questions contemporaines et d'actualité, en leur donnant l'éclairage de ces deux disciplines. Mais l'essentiel est pour moi qu'ils en ressortent avec un ensemble d'habitudes de pensée et de façons de réfléchir qui caractérisent les regards respectifs des économistes et des sociologues – ainsi, bien

sûr, que les traits communs à ces deux regards, à savoir la démarche scientifique d'objectivation du monde social. Je suis ainsi certaines recommandations de Charles Wright Mill [10] :

« De quoi ont-ils besoin ? *Pas seulement d'être informés* : en ce siècle positif, l'information accapare souvent leur attention et les rend incapables de l'assimiler. *Pas seulement des armes de la raison non plus*, bien qu'à trop lutter pour les acquérir, ils épuisent leur pauvre énergie morale.

Ce dont ils ont besoin, ce dont ils éprouvent le besoin, c'est une qualité de l'esprit qui leur permette de tirer parti de l'information et d'exploiter la raison, afin qu'ils puissent, en toute lucidité, dresser le bilan de ce qui se passe dans le monde, et aussi de ce qui peut se passer au fond d'eux-mêmes. C'est cette qualité que journalistes et universitaires, artistes et collectivités, hommes de sciences et annotateurs attendent de ce que l'on peut appeler l'imagination sociologique » (souligné par moi)

Il ne suffit pas de donner aux individus de l'information – il suffit d'en voir les quantités impressionnantes qui circulent à propos de la crise financière pour se rendre compte qu'elle ne suffit pas – ni même de leur donner quelques qualités de réflexion – savoir argumenter, discuter, etc. : toutes choses essentielles auxquelles s'emploie l'école dans son ensemble – pour leur permettre de comprendre ce monde qui les entoure. Il est vrai qu'ils ont très peu de chances d'y parvenir sans information ni sans raison, mais ils ont besoin de quelques choses de plus : cette « qualité » de l'esprit, cette façon de penser, de réfléchir, de se poser des questions et de *poser les bonnes questions*. C'est ce que les sciences sociales se proposent de faire, chacune à sa façon. Et c'est pour cela qu'elles méritent d'être enseignées à tous.

Bibliographie :

- [1] Adam Smith, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776
- [2] Alexandre Delaigue, Stéphane Méniat, *Sexe, drogue... et économie*, Pearson, 2008
- [3] Gregory N. Mankiw, *Principes de l'économie*, 1998
- [4] Pierre-Noël Giraud, *La mondialisation. Émergences et fragmentations*, Ed. Sciences Humaines, 2008
- [5] Bernard Lahire, « Utilité : entre sociologie expérimentale et sociologie sociale », in Bernard Lahire (dir.), *A quoi sert la sociologie ?*, La découverte/poche, 2004
- [6] Emile Durkheim, *Les règles de la méthode sociologique*, 1895
- [7] Pierre Bourdieu, *Homo Academicus*, Coll. Le sens commun, Ed. de Minuit, 1992
- [8] Raymond Aron, *Les étapes de la pensée sociologique*, Gallimard, 1976
- [9] Didier Lapeyronnie, « Le social ignoré ou le point aveugle de la République », in S. Beaud, J. Confavreux, J. Lindgaard (dir.), *La France invisible*, La découverte/Poche, 2008 (2006).
- [10] Charles Wright Mills, *L'imagination sociologique*, 1959
- [11] Peter L. Berger, *Invitation à la sociologie*, Coll. Grands Repères, La découverte, 2006 [1967]
- [12] Thomas Morinère, « Les petites voies de la chanson de variétés. La révélation du charisme du chant et la démocratisation de la vocation d'interprète », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°168, juin 2007

[13] Michael Schwalbe, *The Sociologically Examined Life. Pieces of the Conversation*, Fourth Edition, McGraw-Hill Higher Education, 2008